

BELGIQUE

Les crises politiques qui secouent notre pays depuis de nombreuses années, ont fini de démontrer que **le système électoral proportionnel pose un problème majeur** dans la Belgique d'aujourd'hui.

Le système électoral proportionnel pose un problème majeur en Belgique.

On pourrait défendre les avantages du système proportionnel, qui garantit une représentation de plusieurs partis politiques au gouvernement, un débat, un programme balancé, etc. Bref, le bon côté du fameux « compromis à la belge ». Cela pourrait en effet se défendre... si l'Etat belge était toujours dirigé par un seul pouvoir.

Mais à notre époque, **les niveaux de pouvoir se sont multipliés**, complexifiés et enchevêtrés. Fédéral, régional, communautaire, provincial, communal, ASBL publiques, intercommunales, « invests », Entreprises publiques... chacun de ces niveaux de pouvoir est dirigé par des majorités asymétriques composées de représentants des différents partis politiques. Ce qui rend les choses d'une complexité invraisemblable pour un pays qui ne compte tout de même « que » 11 millions d'habitants, soit un peu plus que la ville de Londres.

Imaginons que la Belgique soit une Entreprise, et analysons son mode de gestion.

Imaginons que la Belgique soit une Entreprise, et analysons son mode de gestion. Belgium SA dispose d'un Conseil d'Administration composé des représentants de ses 11 millions d'actionnaires. Jusque-là c'est logique. Mais attention, la Direction Wallonie de Belgique SA dispose d'un AUTRE Conseil d'Administration, asymétrique par rapport au premier. La Direction Flandre aussi. Le Département Ressources Humaines idem. Quant au département Logistique...

Lorsque les actionnaires de Belgium SA votent, les partis se mettent d'accord entre eux pour former tous ces **Conseils d'Administration asymétriques**. Le CA de chaque entité picore alors dans les programmes de chaque parti, pour composer le plan d'action de chaque Direction ou Département de l'Entreprise. L'un partira à gauche, l'autre à droite, le troisième on ne sait pas très bien. Aucun des programmes promis aux actionnaires pendant les élections ne sera jamais mis en œuvre dans son intégralité. Il n'y a pas de vraie cohérence d'ensemble vu les majorités asymétriques, et les compétences se croisent et s'enchevêtrent donc personne n'a réellement les coudées franches dans son Département.

Une fois tout ce cirque terminé, on se met au travail pour accomplir les différents plans d'action ? Eh bien non. Car il y a **un scandale ici, ou un putsch là**. Du coup, on passe des mois à rediscuter entre partis de qui pourrait bien composer le nouveau CA de telle ou telle entité, et voir quel plan d'action on pourrait imaginer en 3 jours pour les 18 mois restants avant le prochain vote des actionnaires. Lorsqu'une nouvelle coalition proclame un « vrai changement », tout le monde rit jaune (c'est la couleur du milieu sur notre drapeau).

Car chez Belgium SA, un changement significatif de direction est mathématiquement impossible. Même quand les scandales s'enchaînent et les résultats laissent à désirer, les actionnaires de Belgium SA n'ont d'autre choix que de s'exprimer dans les urnes pour de toute manière voir les mêmes partis se mettre de nouveau d'accord entre eux pour gouverner les différents échelons de l'Entreprise à leur sauce.

Les partis sont donc au pouvoir à l'un ou l'autre échelon pendant de nombreuses années, voire des décennies. S'ensuit un **clientélisme omniprésent**, car pendant tout ce temps, il faut bien placer l'élu Machin ou le copain Truc dans le Conseil d'Administration X ou le Département Y. Et comme l'exercice trop prolongé du pouvoir corrompt inévitablement, cela conduit à des scandales de plus en plus nombreux.

Les actionnaires se sentent impuissants. Ils se désintéressent de leur participation dans Belgium SA et **ne cherchent plus à s'impliquer** dans l'Entreprise, par exemple en se présentant aux élections. Ceci conduit à un isolement encore plus grand des partis, qui peinent à intégrer et développer de nouveaux cadres, et se noient dans une particratie de plus en plus opaque et rébarbative.

On se noie dans une particratie de plus en plus opaque et rébarbative.

Alors vous me direz, le système électoral proportionnel est **prévu par la constitution**. Eh bien, tout comme les statuts d'une Entreprise, lorsqu'ils ne sont plus adaptés, on les change. Mais la magie de tout cela, c'est que remettre en cause le système proportionnel nécessiterait l'accord de presque tous les partis – contre leurs propres intérêts car le système actuel leur profite immensément. Cela n'arrivera donc jamais.

On continuera donc d'entretenir le mode de gestion défaillant de Belgium SA... **jusqu'à la faillite ?**